

Discours d'ouverture de M. László Kövér, Président de l'Assemblée nationale hongroise à la première session de la Conférence des présidents des parlements de l'Union européenne :
La future Union européenne : perspectives générales, fédéralisme ou souveraineté nationale
(Assemblée nationale hongroise, le 12 mai 2025)

Chers participants à la conférence,

Il y a une multitude d'incertitudes quant à l'avenir de l'Europe, mais peut-être sans risque de me tromper, je peux dire que nous savons tous une chose avec certitude : quel est l'avenir que nous ne voulons pas pour notre continent, pour nos pays, pour nos nations et pour nos enfants.

Nous ne voulons pas d'un avenir façonné pour nous par un Big Brother quelconque, comme l'a écrit George Orwell dans son roman intitulé *1984*. Nous ne voulons pas être les sujets d'un empire en proie à une psychose de guerre permanente, dépouillés de leur personnalité, de leur identité et de leurs communautés humaines naturelles. Nous ne voulons certainement pas d'un tel avenir européen et nous pourrions même déduire de cette conviction un consensus sur ce que nous voulons tous. L'avenir qu'on veut c'est exactement celui pour lequel a été créé le plus magnifique projet politique européen depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Union européenne, fondée sur la coopération entre les États-nations européens : nous voulons la paix, la démocratie et la prospérité en Europe !

Mais au lieu de cela, aujourd'hui, l'Union européenne passe sous nos yeux d'une promesse de paix, de démocratie et de prospérité à une réalité de guerre, de dictature et d'appauvrissement.

L'Union européenne n'avait ni le pouvoir politique - ni peut-être même la volonté - d'empêcher une guerre russo-ukrainienne par la diplomatie, ni le pouvoir économique de contenir la Russie par sa politique de sanctions, puisque les statistiques économiques montrent que les sanctions de l'UE ont fait plus de mal aux États membres de l'UE qu'à la Russie.

L'année dernière, la croissance du PIB a été de 0,9 % dans l'Union européenne et seulement de 0,7 % dans la zone euro, alors que la Russie a enregistré une croissance de 4,3 %.

Malgré les échecs enregistrés jusqu'à présent, l'élite politique actuelle de l'UE tente d'entraîner l'UE dans une guerre même en termes militaires. L'élite politique actuelle de l'UE se prépare à renverser la règle de la démocratie interne de l'UE c'est à dire le processus décisionnel à l'unanimité des États membres garanti par les traités de base, ce qui ouvre la voie à la dictature d'un groupe restreint qui fait référence à la majorité politique mais n'a aucun mandat réel, et à l'abolition complète de la souveraineté des États membres. Les décisions de l'UE en matière économique rendront l'industrie

européenne non compétitive et la chasseront de l'Europe, rendront l'activité des agriculteurs intenable, appauvriront les classes moyennes et couperont les liens avec le marché qui sont vitaux pour l'économie européenne.

L'Union européenne est perdante dans toutes les dimensions du remaniement mondial qui, comme l'ont montré les récentes élections démocratiques, est ressenti personnellement par une proportion croissante de la population européenne.

La question est de savoir pourquoi tout cela se produit. La réponse est : à cause de la perte de l'équilibre de l'Union européenne.

Ce déséquilibre se manifeste tant dans les rapports politiques que dans la politique sociale, la politique économique, la politique énergétique et la politique étrangère de l'Union européenne. Dans les relations intra-UE, l'équilibre politique des pouvoirs a été renversé entre la Commission de l'Union et les gouvernements nationaux des États membres, ainsi qu'entre le Parlement européen et les parlements nationaux des États membres.

Dans la politique sociale de l'UE, l'élite politique bruxelloise de l'UE s'est déconnectée de la volonté de l'électorat européen. Dans la politique économique de l'UE, par exemple, l'équilibre entre les intérêts de la politique industrielle et ceux de la politique climatique a été brisé, et l'idéologie politique a pris le pas sur les lois de l'économie réelle.

Dans la politique énergétique de l'UE, l'équilibre entre la production d'énergie conventionnelle et la production d'énergie renouvelable a été compromis. Ce déséquilibre s'est manifesté, par exemple, lors des récentes coupures d'électricité qui ont touché 70 millions de citoyens européens.

Au sein de la politique étrangère de l'UE la coopération transatlantique, qui constitue l'axe du monde occidental, a été bouleversée : alors que l'administration américaine actuelle recherche la paix, l'UE cherche à poursuivre la guerre sur le sol européen dans le cadre de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, une politique malavisée qui a déjà provoqué des dommages à long terme à l'économie européenne.

Ces pertes d'équilibres sont évidentes, toutefois il existe un autre facteur de déséquilibre qui n'est pas aussi évident pour les européens qu'une panne d'électricité de dix heures, mais qui existe quand même.

Ce déséquilibre, chers collègues, est un sujet dont nous n'avons pas l'habitude de parler en politique européenne, mais que nous devrions vraiment aborder : il s'agit du rapport entre le pouvoir public fondé sur le bien commun et l'intérêt général et les puissances économiques mondiales privées.

Les succès économiques mondiaux de l'Europe au cours des cinq cents dernières années ont été attribués à diverses causes. Les accusateurs de l'Europe prétendent que c'est l'exploitation du reste du monde, le colonialisme européen, qui est à l'origine des résultats obtenus par l'Europe. D'autres, défenseurs de l'Europe, affirment que l'éducation et la créativité européennes ont été le secret des succès de l'Europe. Il y a

du vrai dans les deux explications, mais il y a un autre élément de vérité qui est rarement mentionné : depuis cinq cents ans en Europe - ou, si l'on inclut les États-Unis, depuis 250 ans - il y a toujours eu dans le monde occidental un équilibre extrêmement complexe, délicat mais existant entre le pouvoir principal de l'État, qu'il s'agisse d'une monarchie ou d'une république, et les forces économiques privées.

Souvenons-nous de la Compagnie britannique des Indes orientales, chers collègues ! Selon les historiens de l'économie, pendant plus de deux cents ans, à partir de 1600, elle a été la première force économique privée mondiale, avec sa propre monnaie, sa propre armée, son propre système judiciaire et avec plus de richesses que tous les gestionnaires de portefeuille, les banques et les entreprises technologiques d'aujourd'hui réunis à l'échelle mondiale. Cette société, d'une manière assez répréhensible, a exploité l'Inde en tant que colonie, mais n'a pas voulu coloniser l'Angleterre, n'a pas voulu changer la forme de l'État des pays européens, n'a pas voulu abuser de son pouvoir de capitaux pour endetter et ensuite rassembler les États européens en un empire des temps modernes, afin de les dominer et de les piller plus facilement.

La première puissance économique privée mondiale de l'histoire du monde ne voulait pas dominer les pouvoirs publics européens de l'époque, mais souhaitait coopérer avec eux, car dans son modèle d'entreprise elle a pu accroître ses propres profits grâce à cette coopération.

C'est un fait historique que nulle part dans le monde, au cours des siècles passés, il n'y a eu un tel équilibre de pouvoir entre la superpuissance étatique légitime et les puissances économiques privées excepté dans le monde occidental, en Europe et aux États-Unis.

Cela a été la force principale du monde occidental, pas le seul facteur de succès du monde occidental, mais, chers collègues, c'était un facteur indispensable !

La mauvaise nouvelle, c'est qu'aujourd'hui cet équilibre a été rompu dans l'ensemble du monde occidental. Il a été rompu parce que les puissances privées globales d'aujourd'hui, qui sont devenues les plus grands gagnants de la concentration du capital et de l'information survenue dans l'économie mondiale au cours des dernières décennies, ne veulent plus coopérer avec les pouvoirs publics du monde occidental, mais les dominer, parce que leur modèle d'entreprise n'est pas d'accroître leurs profits en coopérant avec les pouvoirs publics, mais d'acquérir le droit de contrôler les ressources financières, économiques et humaines des États, en d'autres termes, d'étendre totalement leur influence sur les pouvoirs publics.

Dans le monde occidental, et notamment dans l'Union européenne, les fruits de la croissance économique, c'est-à-dire les profits, sont partout récoltés par les puissances économiques privées mondiales, tandis que les charges, telles que les coûts de formation des travailleurs, les dommages environnementaux et bien d'autres coûts, sont supportés par les pouvoirs publics de l'État.

Les pouvoirs publics ont des budgets, tandis que les pouvoirs privés ont de l'argent. Les pouvoirs publics ont une dette croissante, tandis que les pouvoirs privés ont des prêts

consentis et des revenus d'intérêts croissants. La force des pouvoirs publics à faire respecter l'intérêt général diminue, tandis que la force des pouvoirs privés à faire valoir l'intérêt particulier augmente.

Vous, chers collègues, êtes probablement comme moi bien conscients de cette situation, car vous êtes confrontés chaque année aux marges de manœuvre financières de vos gouvernements dans vos parlements, lors de l'adoption des lois de finances de vos pays.

Selon les données de la Banque mondiale, la dette mondiale totale - c'est-à-dire la dette cumulée des États, des entreprises et des ménages - s'élevait à 7 mille milliards de dollars en 1971. L'année dernière, elle s'élevait à 307 mille milliards de dollars. Au sein de la dette mondiale totale, la dette des États a déjà atteint 100 mille milliards de dollars l'année dernière. Selon les chiffres du Fonds monétaire international de cette année, la dette cumulée des États du monde dépassera le produit national brut cumulé, soit le total des PIB des États du monde d'ici quelques années.

Il est donc évident qu'en l'absence de changements, le système financier international actuel n'est pas viable ; la question n'est pas de savoir si ce système s'effondrera, mais que c'est seulement la date de l'effondrement qui pose question.

L'endettement des pouvoirs publics n'est pas seulement une contrainte économique mais il est aussi un intérêt de pouvoir : les puissances économiques privées mondiales cherchent ainsi à prendre le pilotage et la maîtrise des pouvoirs publics.

Vous vous souvenez peut-être du moment historique où un spéculateur de l'outre-mer a proposé, en plus de la souscription d'un emprunt commun extraordinaire décidé par l'UE pour faire face aux problèmes économiques provoqués par le COVID, un montant supplémentaire de 1 000 milliards d'euros en « obligations perpétuelles », c'est-à-dire un esclavage d'intérêts jusqu'à la fin du monde, pour faire face non seulement à la crise climatique, mais apparemment aussi à renforcer l'unité européenne.

L'idée du fédéralisme européen, le projet des États-Unis d'Europe, qui réapparaît de plus en plus ces jours-ci, n'est pas la volonté des nations européennes, mais l'intérêt des créanciers en dehors de l'Europe. Dans quelques années, il sera risqué de prêter à la majorité des États membres de l'Union européenne, et il faut donc les réunir dans une nouvelle entité qui soit solvable et qui puisse continuer à emprunter. Et tout cela en évoquant parfois des raisons liées à la crise financière mondiale, parfois en prétendant à une volonté d'atténuer les dommages économiques engendrés par la pandémie, parfois en donnant comme raison l'intégration des immigrants, parfois en prétendant à la nécessité de faire face à la menace d'une guerre.

Tel est le véritable moteur des aspirations fédéralistes européennes, chers collègues, mais ce n'est ni l'objectif ni l'intérêt des habitants de l'Europe.

Dans le monde occidental, y compris en Europe, il est dans l'intérêt des gens de rétablir l'équilibre des pouvoirs entre les États en tant que pouvoirs publics et les puissances économiques mondiales privées, de rééquilibrer l'intérêt général et l'intérêt privé dans la politique.

Alors que dans le monde occidental, les dirigeants actuels des États-Unis tentent héroïquement de rétablir cet équilibre rationnel des pouvoirs dans leur pays - pour reprendre les termes du président américain, ils veulent restituer l'Amérique aux Américains -, les dirigeants actuels de l'Union européenne tentent de mettre l'Union en permanence à la merci des puissances économiques mondiales.

Aujourd'hui, l'élite politique de l'UE à Bruxelles s'efforce d'enlever l'Europe aux Européens pour la donner à d'autres. Cette élite ne représente pas les intérêts de l'Union dans le monde, mais les intérêts des non-Européens en Europe. S'il n'y a pas de changement, les Européens deviendront les victimes de cette politique actuelle de l'UE.

Chers participants à la conférence !

Les défis réels tout comme les crises artificiellement générées fournissent les bases de référence aux aspirations fédéralistes. Celles-ci prennent des formes dans la politique sur le terrain qui se traduisent par une centralisation de plus en plus ouverte et violente du pouvoir, par l'étouffement des vrais débats, et en même temps par des attaques de plus en plus violentes contre la souveraineté des États membres de l'UE et par les actions empêchant l'activité des acteurs politiques qui remettent en cause la légitimité des ambitions bruxelloises.

L'Union européenne, construite de bas en haut par les États souverains des nations sous l'égide de la subsidiarité, et les États-Unis d'Europe, empire dominé par des puissances privées, sont des options qui s'excluent l'une l'autre. Si nous ne voulons pas détruire l'Union européenne, mais renforcer notre continent, qui est actuellement confronté à de multiples crises, nous devrions accepter un compromis pratique entre les représentants de deux positions sur l'avenir de l'Europe, qui sont en principe incompatibles, et qui aboutirait au respect du statu quo tel qu'il a été établi à l'origine dans les traités qui ont formé l'Union. Nous sommes convaincus que c'est dans l'intérêt des citoyens hongrois et européens, et que c'est aussi une garantie pour le maintien de la démocratie européenne, à laquelle nous devrions être engagés.